



Communiqué de presse

À Paris, le 29 avril 2025

À un an des élections municipales, seul ⅓ des Français font de la lutte contre le dérèglement climatique à l'échelle locale un enjeu déterminant de leur vote

Selon une étude Ifop pour Hellio, acteur majeur de la maîtrise de l'énergie en France, en partenariat avec L'Inspiration Politique (mars 2025) : « Les Français face aux enjeux liés à l'environnement et à la transition énergétique à un an des élections municipales »

- Alors que les territoires sont en première ligne face aux conséquences du changement climatique, les Français semblent accorder moins d'importance aux enjeux liés à l'environnement en vue des élections municipales de 2026.
- Pourtant, la transition écologique et énergétique irrigue l'ensemble des autres thématiques citées en priorité par ces derniers : finances locales, sécurité des biens et des personnes, qualité des services publics ainsi que l'offre de logements.
- En effet, cette tendance paraît confirmer une attente de sobriété et d'efficacité dans l'action publique, où l'écologie est envisagée non comme une rupture radicale mais comme un levier au service d'enjeux de proximité.
- Dans le cadre des élections municipales de 2026, le groupe Hellio déploie une campagne dédiée aux candidats afin de les accompagner à placer leurs communes sur la trajectoire de la neutralité carbone à horizon 2050.



« Les Français expriment une attente claire envers leurs élus locaux : ils souhaitent des actions écologiques concrètes et ancrées dans leur quotidien. Cette aspiration s'explique par une hiérarchisation des priorités, où l'écologie peine à rivaliser avec des enjeux jugés plus immédiats, comme la sécurité, l'accès aux soins ou la gestion des finances publiques. Ce paradoxe révèle une demande d'écologie capable de s'intégrer dans les contraintes économiques actuelles. Chez Hellio, nous pensons que la transition écologique peut être un vecteur puissant de transformation. De nouveaux leviers financiers et des dispositifs réglementaires innovants permettent aux collectivités de porter de nouveaux investissements durables et de garantir une meilleure qualité de services publics. C'est pourquoi nous les accompagnons sur l'ensemble du parcours de transition énergétique, du financement à la mise en

œuvre technique de leurs projets », déclare Pierre Maillard, président du groupe Hellio.

Principaux enseignements de l'étude Ifop pour Hellio "Les Français face aux enjeux liés à l'environnement et à la transition énergétique à un an des élections municipales" :

- **34 %** des Français estiment que le réchauffement est un danger "quasi-immédiat" et qu'il est presque trop tard pour inverser la tendance (+11 points vs 2005).
- **14 %** considèrent que ses conséquences sont exagérées et qu'aucune mesure n'est nécessaire (+8 points vs 2005).
- **80 %** des Français veulent que leur maire ait **plus de pouvoir pour agir sur l'environnement** (-11 points vs 2000).
- **La lutte contre le dérèglement climatique à l'échelle locale est classée avant-dernière sur les 19 priorités testées** avec seulement **32 % des Français qui estiment qu'il s'agit d'un enjeu prioritaire**. En comparaison :
 - 73 % le pensent pour l'offre de soins et des services de santé (+12 points par rapport à 2017)
 - 72 % pour la sécurité des biens et des personnes (+7 points par rapport à 2017)
 - 68 % pour la gestion des finances et de la dette de la ville (+10 points par rapport à 2017)
- **60 %** considèrent la **réduction de la consommation énergétique des bâtiments publics** comme une action prioritaire pour lutter contre le réchauffement climatique et **47 %** désignent comme prioritaire la **préparation des écoles primaires aux effets du changement climatique**.
- **Parmi les actions à mettre en place pour réduire la facture énergétique, 87 %** des Français souhaitent que leur commune installe des **ampoules basse consommation** pour l'éclairage public, **80 %** veulent que les **bâtiments publics soient rénovés sur le plan énergétique** et **77 %** soutiennent la **pose de panneaux solaires** sur les établissements publics.

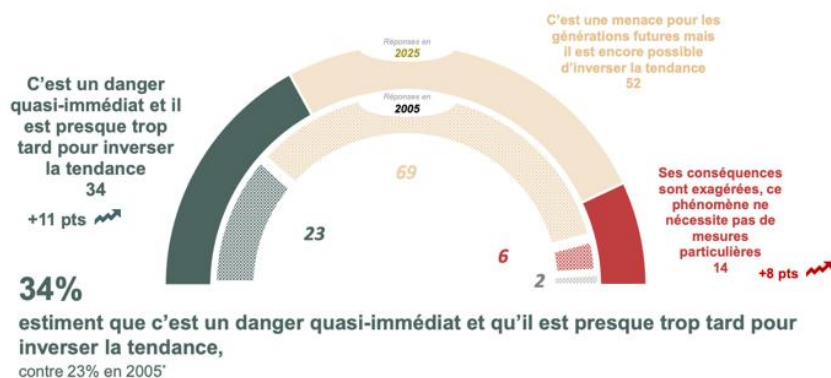


"Malgré une conscience accrue des dangers liés au dérèglement climatique, la lutte contre le réchauffement n'apparaît pas comme une priorité forte pour les électeurs lorsqu'ils se projettent sur les missions de leur futur maire et ceci, y compris dans les grandes métropoles, historiquement plus sensibles à ces questions. De manière générale, les futurs édiles sont avant tout attendus sur des enjeux de services publics du quotidien, en particulier ceux liés à la sécurité et au cadre de vie (ex : délinquance, propreté) mais aussi à des problématiques économiques et financières (ex : finances, emploi, commerce, attractivité économique). Le bloc local reste donc encore peu identifié comme un échelon de référence pour lutter contre le dérèglement climatique même si la plupart des Français souhaitent confier au maire davantage de pouvoirs pour agir en faveur de l'environnement, signe d'une confiance forte dans les élus locaux. De même, l'intérêt pour la

transition écologique demeure solide à l'échelle des territoires et nombre de Français attendent des actions concrètes contre la pollution. Ainsi, l'opinion publique souhaite que les maires conservent un rôle stratégique, à la fois comme vecteurs d'adaptation territoriale et comme leviers essentiels de la mobilisation face aux défis environnementaux, même dans un environnement politique incertain." Frédéric Dabi, Directeur général Opinion de l'Ifop.

Méthodologie : L'enquête a été menée par l'Ifop auprès d'un échantillon de 3200 personnes, représentatif de la population vivant en France métropolitaine âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et taille de commune. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 6 mars au 10 mars 2025

La lutte contre les effets du changement climatique : une préoccupation centrale malgré une défiance en progression



Alors que 34 % des Français pensent que le réchauffement climatique est un danger “quasi-immédiat” et qu’il est presque trop tard pour inverser la tendance (soit une hausse de 11 points par rapport à 2005), ils sont désormais 14 % à penser que ses conséquences sont exagérées et que le phénomène ne nécessite pas de mesures particulières (soit 8 points de plus qu’en 2005).

Ce double constat montre à la fois que l’urgence est mieux perçue, mais qu’elle peut pousser à une forme de désengagement pour une partie des Français, qui considèrent qu’il est “presque trop tard pour agir”, ou à l’inverse, que le discours écologique est devenu trop anxiogène, voire exagéré, et qu’il ne nécessite par conséquent aucune action.

Dans ce contexte, 80 % des Français souhaitent que leur maire ait davantage de pouvoir pour agir sur l’environnement, soit une baisse de 11 points par rapport à 2000. Cette tendance peut s’expliquer d’une part par un contexte économique, politique et social incertain, qui encourage un repli vers des besoins perçus comme “primaires”, tels que la santé ou la sécurité, et par le fait que l’échelon communal peut être considéré comme moins pertinent qu’un autre pour engager ces transitions. Enfin, les Français peuvent également considérer que les mairies ont, depuis 25 ans, gagné en compétences en la matière.

De la même manière, la lutte contre le dérèglement climatique à l’échelle locale est citée en avant-dernière position sur les 19 alternatives testées, alors que l’offre de soins et les services de santé, la

sécurité des biens et des personnes et la gestion des finances et de la dette de la ville constituent les trois piliers déterminants de leur vote en 2026, avec respectivement une progression de 12 points (73 %), 7 points (72 %) et 10 points (68 %) pour ces trois items depuis 2017.

Cependant, l’attention portée aux problématiques de maîtrise de l’énergie (45 %), de lutte contre la pollution (39 %), ou encore de rénovation énergétique des bâtiments scolaires (35 %), témoigne de l’intérêt porté par les Français pour les politiques locales de lutte contre le dérèglement climatique.



La transition écologique : un enjeu a priori “secondaire” quoique omniprésent des problématiques locales

Cette tendance reflète donc une attente d'efficacité dans l'action publique locale, où l'écologie est perçue moins comme une rupture, mais comme **un levier au service des enjeux du quotidien**. En effet, si la lutte contre le dérèglement climatique n'apparaît qu'en avant-dernière position dans les préoccupations des Français, **elle traverse pourtant en filigrane l'ensemble des sujets plébiscités et notamment les trois premiers items** :

- Concernant **l'offre de soins et les services de santé**, la transition énergétique joue un rôle clé dans **l'amélioration des conditions d'accueil et de fonctionnement des établissements** : rénovation thermique des centres de santé, production d'énergie au niveau local, réduction des factures énergétiques – autant d'enjeux qui participent à une meilleure efficacité des services publics de santé à l'échelle municipale.
- De la même manière, le maintien ou la réduction de l'éclairage public, à l'échelle locale, a un impact direct sur **la sécurité des personnes et des biens**. Alors que cette mesure a été plébiscitée pour réduire efficacement la facture énergétique des collectivités, on observe que **la rénovation de ces équipements permettrait** - outre la construction de villes plus sobres et autonomes énergétiquement - **de renforcer la résilience des territoires**.
- **En termes de finances locales**, leur gestion peut être optimisée par une amélioration de la consommation d'énergie, allant de la **rénovation thermique des bâtiments publics au développement des énergies renouvelables**, en passant par la **modernisation des équipements et infrastructures urbaines**. L'attente exprimée par les Français d'efficience budgétaire trouve un écho direct dans les politiques de transition énergétique grâce aux **économies pérennes qu'elles engendrent**.

Ainsi, la transition énergétique apparaît comme une **réponse transversale aux principales préoccupations des citoyens** et comme un **levier stratégique pour les élus qui souhaitent conjuguer sobriété, performance et résilience**.



« Bien que la transition écologique ne figure apparemment plus parmi les principales priorités des Français vis-à-vis de leurs élus, nous observons qu'elle a eue un impact significatif sur les autres aspirations des administrés, et irrigue près de la totalité d'entre elles : finances locales, qualité de service public, logement, sécurité, cadre de vie, transports... Il est donc nécessaire pour les collectivités d'engager dès à présent des mesures ambitieuses et pérennes pour faire face aux nombreux défis auxquelles elles sont confrontées : vétusté du parc de bâtiments, facture énergétique, attractivité du territoire », observe Pierre-Marie Perrin, Directeur des affaires publiques et de la communication du groupe Hellio

Sobriété énergétique, rénovation des bâtiments publics, déploiement de l'énergie solaire : les attentes fortes des Français

Pour améliorer la maîtrise des consommations énergétiques de leur commune, les maires ont à leur disposition **un arsenal de solutions destinées à apporter les réponses que leurs administrés attendent**. Dans une logique de sobriété énergétique et de maîtrise des dépenses publiques, les Français attendent de leurs municipalités qu'elles mettent en œuvre des actions concrètes et visibles.

Selon l'enquête, **87 % des Français plébiscitent le déploiement d'un éclairage public à basse consommation**, et **80 % d'entre eux approuvent les politiques de rénovation énergétique des bâtiments publics**. De même, ils sont **77 % à soutenir l'installation de panneaux solaires sur les établissements municipaux**, **60 % à approuver la réduction de la consommation énergétique des bâtiments publics de leur commune** et **47 % à désigner comme prioritaire l'adaptation des écoles primaires aux effets du changement climatique**.



À l'inverse, certaines mesures sont nettement moins prioritaires à leurs yeux, comme la fermeture ponctuelle de lieux culturels (34 %) ou l'implantation de parcs éoliens (28 %).

L'étude revient spécifiquement sur la perception de l'impact de l'extinction de l'éclairage public sur la réduction des dépenses. Ainsi, 82 % des Français estiment qu'il s'agit d'un levier de réduction des dépenses de leur commune. Ils sont **80 % à considérer la mesure comme un élément de réduction de la consommation d'électricité "plutôt positif pour la planète"** et **78 % comme une mesure "plutôt positive pour la biodiversité"**. Cependant, 73 % des répondants évoquent un facteur d'accroissement du risque d'agression.

Pour répondre à l'ensemble des problématiques qui se posent aux collectivités en amont des élections municipales de 2026, le groupe Hellio déploie une campagne dédiée aux candidats afin de les accompagner dans la mise en œuvre d'une transition énergétique locale durable. À travers la publication d'un manifeste articulé autour de 10 propositions concrètes, le groupe souhaite renforcer son rôle de partenaire stratégique à l'échelle locale en mettant à leurs dispositions des solutions concrètes pour déployer des politiques environnementales soutenables et placer les collectivités sur le chemin de la neutralité carbone à horizon 2050.

Contacts Presse Enderby

Sarah El Maroudi – sel@enderby.fr - 06 3873 77 82
 Edith Maviel – ema@enderby.fr – 07 64 89 59 74
 Mathias Carteron – mca@enderby.fr – 06 68 27 83 46

À propos de Hellio

Depuis plus de 15 ans, le groupe Hellio est le pionnier des solutions de maîtrise de l'énergie au service de tous les consommateurs d'énergie : entreprises, particuliers, industriels, collectivités, agriculteurs... Identification du potentiel d'économies d'énergie, ingénierie technique et financière, et suivi des travaux : Hellio, acteur français et indépendant propose des solutions de maîtrise de la consommation d'énergie, de décarbonation et de production d'énergies renouvelables, pour permettre à chacun de réduire ses dépenses énergétiques. Plus de 300 collaborateurs et un solide réseau d'implantations locales ancrées dans les territoires sont mobilisés pour accompagner tous les consommateurs d'énergie vers une transition énergétique concrète, simple et efficace.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.hellio.com